

Questions orales

de taxes aux Canadiens, mais comment inciter les consommateurs à acheter ici!

Étant donné les effets qu'a eus la TPS, le gouvernement va-t-il enfin trouver une solution heureuse et supprimer cette taxe?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, l'information que je me prépare à communiquer à la députée risque de lui porter un coup. J'ai en effet entre les mains un mémoire que m'a adressé l'Association des manufacturiers canadiens avant le dépôt du budget, dans lequel elle déclare que la baisse des taux d'intérêt a permis de réduire de 500 millions de dollars les coûts de financement des entreprises en 1991. Elle dit par ailleurs que l'entrée en vigueur de la TPS a également signifié de gros avantages pour le secteur manufacturier. Les économies de taxes réalisées par les fabricants à la suite de l'élimination de la taxe de vente fédérale pourraient bien avoir atteint près de 3,5 milliards de dollars en 1991.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ce sont de bonnes nouvelles, je suppose, mais, si le secteur manufacturier en a tant profité, le ministre peut-il nous dire pourquoi les faillites se multiplient, pourquoi nous perdons des milliards de dollars avec le magasinage outre-frontières?

[Français]

J'ai une question supplémentaire pour le vice-premier ministre. Il est clair que la TPS contribue aux achats outre-frontières. Plus de taxes, ce n'est pas une solution. Et je voudrais poser à nouveau la question au ministre: Est-ce que le ministre est prêt à considérer de retirer la TPS afin d'augmenter les achats ici au Canada, et non pas en dehors du Canada?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée prend plaisir à imputer tous les maux de l'économie à la TPS. Voici une autre citation de ce document qui pourrait l'éclairer: «Les fabricants ont également fait profiter les consommateurs de ces économies fiscales sous la forme d'une baisse des prix.»

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Voilà, monsieur le Président.

Une voix: Ils n'aiment pas les bonnes nouvelles.

M. Mazankowski: «Alors que l'élimination de la seule taxe de vente fédérale aurait permis aux fabricants de réduire les prix de vente de 1,2 p. 100 en 1991, les prix de vente dans l'industrie ont chuté de 2,8 p. 100 durant l'année.» La TPS a fait baisser les prix, donc les frais des contribuables; elle ne les a pas fait monter, comme le prétend la députée.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser.

À cause de la TPS, le taux de chômage dépasse les 10 p. 100. Un million et demi de Canadiens sont en chômage. Ils n'ont pas les moyens de faire les achats dont parle le ministre. Par contre, certaines personnes s'adonnent au magasinage outre-frontières, et ça, c'est un problème pour le Canada.

Hier, à la Chambre, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a déclaré que des emplois spécialisés existaient pour les gens en chômage. Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Est-il vrai que le gouvernement est prêt à sabrer le budget de la formation spécialisée destinée à donner au pays les ouvriers qualifiés dont le ministre dit que nous avons besoin?

En fait, les notes dont nous avons pris connaissance plus tôt dans la journée et dont j'ai gardé copie parlent d'une réduction de 20 à 50 p. 100. Est-il vrai que le gouvernement est prêt à réduire ainsi la formation, au grand dam des travailleurs du pays?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée n'a pas à prendre ma parole quand je dis que la TPS a aidé le secteur manufacturier. Qu'elle téléphone à l'Association des manufacturiers canadiens pour voir ce qui aurait pu se produire sans la mise en oeuvre de la TPS, sans l'élimination de la grande faucheuse d'emplois qu'était la taxe de vente fédérale.

Quand au budget de la formation, je le répète à la députée: 3,1 milliards de dollars ont été prévus pour cette année et 3,4 milliards pour l'an prochain.

* * *

LA FORMATION

M. John Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.